

Unité départementale du Littoral
Rue du Pont de Pierre
CS 60036
59820 GRAVELINES

GRAVELINES, le

Rapport de l'Inspection des installations classées

Visite d'inspection du 15/09/2023

Contexte et constats

Publié sur  **GÉORISQUES**

RAMERY ENVIRONNEMENT

Parc d'Entreprises La Motte du Bois
62440 Harnes

Références : H:_Commun\2_Environnement\01_Etablissements\Equipe_G4\RAMERY
ENVIRONNEMENT_ARDRES_0007004522\2_Inspections\2023 09 15 pollution rivière 1777\Ramery
environnement_ardres_RAPVI_0007004522.odt
Code AIOT : 0007004522

1) Contexte

Le présent rapport rend compte de l'inspection réalisée le 15/09/2023 dans l'établissement RAMERY ENVIRONNEMENT implanté Rue de la sucrerie Pont d'Ardres 62610 Ardres. Cette partie « Contexte et constats » est publiée sur le site internet Géorisques (<https://www.georisques.gouv.fr/>).

La présente visite est une inspection réactive qui fait suite au signalement par le service des waterings d'une pollution de la rivière 1777 à Ardres qui aurait eu pour origine le rejet au milieu naturel d'un exutoire provenant du site de la plate forme de tri transit d'éco-mobilier et de broyage de bois exploitée par RAMERY Environnement sur le site de l'ancienne sucrerie de Pont d'Ardres.

Les informations relatives à l'établissement sont les suivantes :

- RAMERY ENVIRONNEMENT
- Rue de la sucrerie Pont d'Ardres 62610 Ardres
- Code AIOT : 0007004522
- Régime : Autorisation
- Statut Seveso : Non Seveso
- IED : Non

La société RAMERY ENVIRONNEMENT est régulièrement autorisée par arrêté préfectoral du 21 mars 2018 pour l'exploitation de la plateforme de tri et broyage de bois située sur la commune de ARDRES, sur le site de l'ancienne sucrerie exploitée par la société TEREOS.

Les activités relevant du régime de l'autorisation correspondent aux rubriques :

- 2260-a : broyage et criblage de bois naturel (non déchet) et de végétaux à l'aide d'un broyeur mobile d'une puissance maximale de 990 kW ;
- 2515-1.a : concassage et criblage de déchets non dangereux inertes à l'aide d'équipements d'une puissance totale maximale de 990 kW ;
- 2714-1 : transit, regroupement et tri de déchets non dangereux de papiers/cartons, plastiques, caoutchouc, bois dans les limites de 9 696 m³ de déchets non triés en vrac, 180 m³ de papier/carton, 1 590 m³ de plastique, 100 m³ de pneumatiques et 6 000 m³ de bois traité ou non (non dangereux) ;
- 2716-1 : transit, regroupement et tri de déchets non dangereux non inertes constitués de déchets industriels non dangereux, d'encombrants, de déchets du BTP en mélange dans les limites de 6 360 m³ de déchets non dangereux non inertes en mélange, 1 875 m³ de plâtre et 900 m³ de déchets verts ;
- 2791-1 : broyage de bois non dangereux dans la limite de 60 t/h et 320 t/j.

Les thèmes de visite retenus sont les suivants :

- pollution de rivière par rejets aqueux

2) Constats

2-1) Introduction

Le respect de la réglementation relative aux installations classées pour la protection de l'environnement relève de la responsabilité de l'exploitant. Le contrôle des prescriptions réalisé ne se veut pas exhaustif, mais centré sur les principaux enjeux recensés et à ce titre, ne constitue pas un examen de conformité de l'administration à l'ensemble des dispositions qui sont applicables à l'exploitant. Les constats relevés par l'inspection des installations classées portent sur les installations dans leur état au moment du contrôle.

A chaque point de contrôle est associée une fiche de constat qui comprend notamment les informations suivantes :

- le nom donné au point de contrôle ;
- la référence réglementaire de la prescription contrôlée ;
- si le point de contrôle est la suite d'un contrôle antérieur, les suites retenues lors de la précédente visite ;
- la prescription contrôlée ;
- à l'issue du contrôle :
 - ◆ le constat établi par l'inspection des installations classées ;
 - ◆ les observations éventuelles ;
 - ◆ le type de suites proposées (voir ci-dessous) ;
 - ◆ le cas échéant la proposition de suites de l'inspection des installations classées à Monsieur le Préfet ; il peut par exemple s'agir d'une lettre de suite préfectorale, d'une mise en demeure, d'une sanction, d'une levée de suspension...

Il existe trois types de suites :

- « avec suites administratives » : les non-conformités relevées conduisent à proposer à Monsieur le Préfet, conformément aux articles L. 171-7 et L. 171-8 du code de l'environnement, des suites administratives. Dans certains cas, des prescriptions complémentaires peuvent aussi être proposées ;
- « susceptible de suites administratives » : lorsqu'il n'est pas possible en fin d'inspection de statuer sur la conformité, ou pour des faits n'engageant pas la sécurité et dont le retour à la conformité peut être rapide, l'exploitant doit transmettre à l'inspection des installations classées dans un délai court les justificatifs de conformité. Dans le cas contraire, il sera proposé à Monsieur le Préfet, conformément aux articles L. 171-7 et L. 171-8 du code de l'environnement, des suites administratives ;
- « sans suite administrative ».

2-2) Bilan synthétique des fiches de constats

La visite de terrain (réalisée 2 jours après le rejet incriminé) a permis dans un premier temps de constater l'état de la rivière 1777 depuis la rue de la rivière 1777. La rivière présentait le même état en amont et en aval du point de rejet provenant du site RAMERY : eau trouble caractéristique d'une eau stagnante, avec présence de quelques algues. Pas de trace particulière de pollution en aval du rejet, pas d'odeur non plus.

La visite s'est poursuivie sur le site RAMERY Environnement avec le questionnement de l'opérateur présent sur place qui a confirmé que le rejet à la rivière avait été arrêté dès qu'ils avaient eu connaissance, par le technicien des wateringues, de traces de pollutions dans le rejet. A noter que les pompes assurant les rejets vers le bassin et ensuite vers le milieu naturel ont été arrêtées pour maintenance plusieurs jours fin août avant une période de fortes précipitations et que le réseau pluvial est monté en charge pendant cette période.

Le responsable d'exploitation de RAMERY Environnement, non présent sur place mais joint au téléphone, a indiqué être à la recherche des causes de ce rejet, et que des analyses d'eau étaient prévues le lundi 18/09/2023 en entrée de bassin (réseau de collecte des EP du site Ramery) et dans le bassin, et que la sortie du bassin vers la rivière 1777 restait jusqu'à nouvel ordre fermée.

Les fiches de constats disponibles en partie 2-4 fournissent les informations de façon exhaustive pour chaque point de contrôle. Leur synthèse est la suivante :

Les fiches de constats suivantes font l'objet d'une proposition de suites administratives :

N°	Point de contrôle	Référence réglementaire	Si le point de contrôle provient d'une <u>précédente</u> inspection : suite(s) qui avai(ent) été donnée(s)	Proposition de suites de l'Inspection des installations classées à l'issue de la <u>présente</u> inspection ⁽¹⁾	Proposition de délais
2	Collecte des effluents liquides	Arrêté Préfectoral du 21/03/2018, article 5.2.2.	/	Mise en demeure, respect de prescription	3 mois

N°	Point de contrôle	Référence réglementaire	Si le point de contrôle provient d'une <u>précédente</u> inspection : suite(s) qui avai(ent) été donnée(s)	Proposition de suites de l'Inspection des installations classées à l'issue de la <u>présente</u> inspection ⁽¹⁾	Proposition de délais
5	Rejets dans le milieu naturel ou dans une station d'épuration collective	Arrêté Préfectoral du 21/03/2018, article 5.3.8.1.	/	Mise en demeure, respect de prescription	1 mois
6	Auto-surveillance des eaux résiduaires	Arrêté Préfectoral du 21/03/2018, article 10.2.2.	/	Mise en demeure, respect de prescription	3 mois

(1) s'applique à compter de la date de la notification de l'acte ou de la date de la lettre de suite préfectorale

Les fiches de constats suivantes ne font pas l'objet de propositions de suites administratives :

N°	Point de contrôle	Référence réglementaire	Si le point de contrôle provient d'une <u>précédente</u> inspection : suite(s) qui avai(ent) été donnée(s)	Autre information
1	Incidents ou accidents - déclaration et rapport	Arrêté Préfectoral du 21/03/2018, article 2.5.1.	/	Sans objet
3	Gestion des ouvrages : conception, dysfonctionnement	Arrêté Préfectoral du 21/03/2018, article 5.3.3.	/	Sans objet
4	Entretien et conduite des installations de traitement	Arrêté Préfectoral du 21/03/2018, article 5.3.4.	/	Sans objet

2-3) Ce qu'il faut retenir des fiches de constats

Au moment des conclusions du présent rapport, des mesures sont mises en place par l'exploitant pour la remise en conformité des rejets, mais les causes de la pollution ne sont toujours pas identifiées.

2-4) Fiches de constats

N° 1 : Incidents ou accidents - déclaration et rapport

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 21/03/2018, article 2.5.1.
Thème(s) : Risques chroniques, Incidents ou accidents - déclaration et rapport
Prescription contrôlée : L'exploitant est tenu à déclarer dans les meilleurs délais à l'inspection des installations classées les accidents ou incidents survenus du fait du fonctionnement de son installation qui sont de nature à porter atteinte aux intérêts mentionnés à l'article L.511-1 du code de l'environnement. Un rapport d'accident ou, sur demande de l'inspection des installations classées, un rapport d'incident est transmis par l'exploitant à l'inspection des installations classées. Il précise notamment les circonstances et les causes de l'accident ou de l'incident, les effets sur les personnes et l'environnement, les mesures prises ou envisagées pour éviter un accident ou un incident similaire et pour en pallier les effets à moyen ou long terme. Ce rapport est transmis sous 15 jours à l'inspection des installations classées.
Constats : absence de déclaration de l'accident : Il est rappelé à l'exploitant l'obligation de déclarer les accidents. postérieurement, L'exploitant a adressé à l'inspection par courriel du 25/09/2023 la fiche de notification d'accident / incident relative à l'évènement. Cette fiche précise les éléments suivants repris textuellement : <i>"Circonstances et causes directes de l'accident / Typologie et chronologie de l'évènement :</i> - 28/08 : constat dysfonctionnement pompe de relevage amont et aval bassin. - 31/08 au 2/09 : fortes pluies - chargement du réseau assainissement en eau. - 4/09 au 5/09 : nettoyage des fosses et reprise des pompes pour maintenance curative. - 8/09 : remise en place des pompes. - 15/09 : signalement rejet noirâtre à la rivière 1777 - fermeture du rejet bassin. - 18/09 : prélèvement des eaux en entrée de bassin et des eaux stockées dans le bassin pour analyses. A noter que selon les renseignements pris auprès du service des waterings qui est à l'origine de la découverte du rejet pollué et de son signalement auprès de la société Ramery, ce rejet a eu lieu le mercredi 13/09/2023 ; l'exploitant a stoppé très rapidement le rejet ce même 13/09. <i>Matières dangereuses ou polluantes impliquées :</i> résultats partiels au 25/09 : la seule VLE dépassée concerne la DCO. Les résultats hydrocarbures et DBO5 sont en attente. <i>Enseignements tirés / améliorations de la sécurité :</i> meilleure organisation de la maintenance préventive de nos différentes fosses / pompes de relevage." L'exploitant a joint lors de la transmission de cette fiche de notification d'accident / incident les documents suivants : <ul style="list-style-type: none">• les résultats partiels des analyses réalisées sur prélèvement du 18/09/2023 des eaux en

amont du bassin et des eaux stockées dans le bassin ;

- les résultats des analyses des eaux de rejet du 4 avril 2023 ;
- le bordereau de suivi de déchets correspondant à l'entretien du décanteur lamellaire en date du 13 juin 2023 ;
- le plan du site périmètre ICPE et des activités ainsi que le plan des réseaux du site indiquant les pompes + bassin tamponnement confinement + décanteur lamellaire + rejets.

Par courriel du 29/09/2023, l'exploitant portait à l'attention de l'inspection les informations suivantes :

- Suite au dysfonctionnement des pompes de relevage constaté le 28/08, les pompes amont et aval ont été arrêtées du 28/08 au 08/09 pour maintenance, empêchant pendant cette période l'arrivée des eaux dans le bassin et le rejet depuis le bassin vers la rivière.
- Le rejet vers la rivière 1777 reste fermé et les eaux stockées dans le bassin jusqu'à l'obtention des résultats complets des analyses sur prélèvements du 18/09.
- Les mesures envisagées avant remise en service du rejet vers la rivière 1777 sont les suivantes :
 - faire intervenir un hydrocureur pour nettoyer les réseaux ;
 - curer la totalité des eaux contenues dans le bassin ;
 - évacuer les eaux du bassin en fonction du complément des résultats d'analyses soit vers une station d'épuration (avec Bordereau de Suivi de Déchets), soit vers un centre d'incinération (avec BSDD Trackdéchets) ;
 - nettoyer le décanteur lamellaire ;
 - réaliser une analyse des eaux rejetées dans le bassin puis en sortie décanteur lamellaire pour vérifier le retour à la conformité aux VLE de l'arrêté préfectoral ;
 - adapter l'organisation de maintenance préventive sur la fosse/pompe de relevage en amont du bassin.

Type de suites proposées : Sans suite

Proposition de suites : Sans objet

N° 2 : Collecte des effluents liquides

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 21/03/2018, article 5.2.2.

Thème(s) : Risques chroniques, Plan des réseaux

Prescription contrôlée :

Un schéma de tous les réseaux et un plan des égouts sont établis par l'exploitant, régulièrement mis à jour, notamment après chaque modification notable, et datés. Ils sont tenus à la disposition de l'inspection des installations classées ainsi que des services d'incendie et de secours.

Le plan des réseaux d'alimentation et de collecte fait notamment apparaître :

- l'origine et la distribution de l'eau d'alimentation ;
- les dispositifs de protection de l'alimentation (bac de disconnexion, implantation des disconnecteurs ou tout autre dispositif avec la distribution alimentaire...) ;
- les secteurs collectés et les réseaux associés ;
- les ouvrages de toutes sortes (vannes, compteurs...) ;

- les ouvrages d'épuration interne avec leurs points de contrôle et les points de rejet de toute nature (interne ou au milieu).
<p>Constats :</p> <p>L'exploitant ne dispose pas sur site de plan des installations.</p> <p>Par courriel du 25/09/2023, l'exploitant a adressé à l'inspection un extrait de plan des réseaux qui positionne la conduite d'arrivée des effluents dans le bassin dans un angle Nord du bassin alors que la position de cette conduite a été constatée dans un angle au Sud du bassin (position confirmée par la photo aérienne de localisation des prélèvements du 18/09 transmise par l'exploitant). De plus la forme du bassin est différente sur les deux plans.</p> <p>Par courriel du 29/09/2023, l'exploitant a confirmé que l'extrait de plan transmis date du dépôt de la demande d'autorisation et qu'il est prévu de réaliser en 2024 un relevé topographique de l'ensemble du site afin de mettre à jour le plan masse incluant tous les réseaux.</p> <p>L'exploitant ne dispose pas de plan des réseaux à jour.</p>
Type de suites proposées : Avec suites
Proposition de suites : Mise en demeure, respect de prescription
Proposition de délais : 3 mois

N° 3 : Gestion des ouvrages : conception, dysfonctionnement

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 21/03/2018, article 5.3.3.
Thème(s) : Risques chroniques, Gestion des ouvrages : conception, dysfonctionnement
<p>Prescription contrôlée :</p> <p>La conception et la performance des installations de traitement (ou de pré-traitement) des effluents aqueux permettent de respecter les valeurs limites imposées au rejet par le présent arrêté. Elles sont entretenues, exploitées et surveillées de manière à réduire au minimum les durées d'indisponibilité ou à faire face aux variations des caractéristiques des effluents bruts (débit, température, composition...) y compris à l'occasion du démarrage ou d'arrêt des installations.</p> <p>Si une indisponibilité ou un dysfonctionnement des installations de traitement est susceptible de conduire à un dépassement des valeurs limites imposées par le présent arrêté, l'exploitant prend les dispositions nécessaires pour réduire la pollution émise en limitant ou en arrêtant si besoin les activités concernées.</p> <p>Les dispositions nécessaires doivent être prises pour limiter les odeurs provenant du traitement des effluents ou dans les canaux à ciel ouvert (conditions anaérobies notamment).</p>
<p>Constats :</p> <p>Suite au signalement de la pollution par rejets dans la rivière 1777, l'exploitant a fermé la vanne du rejet au milieu naturel et bloqué l'ensemble des eaux de ruissellements dans le bassin et dans les canalisations.</p>

Type de suites proposées : Sans suite
Proposition de suites : Sans objet

N° 4 : Entretien et conduite des installations de traitement

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 21/03/2018, article 5.3.4.
Thème(s) : Risques chroniques, Entretien et conduite des installations de traitement
<p>Prescription contrôlée :</p> <p>Les eaux pluviales susceptibles d'être polluées, notamment par ruissellement sur des aires de stationnement, de chargement et déchargement, sont collectées par un réseau spécifique et traitées par un ou plusieurs dispositifs de traitement adéquat permettant de traiter les polluants en présence.</p> <p>Ces dispositifs de traitement sont conformes aux normes en vigueur. Ils sont nettoyés par une société habilitée lorsque le volume des boues atteint 2/3 de la hauteur utile de l'équipement et dans tous les cas au moins une fois par an. Ce nettoyage consiste en la vidange des hydrocarbures et des boues, et en la vérification du bon fonctionnement de l'obturateur.</p> <p>Les fiches de suivi du nettoyage des décanteurs-séparateurs d'hydrocarbures, l'attestation de conformité à la norme en vigueur ainsi que les bordereaux de traitement des déchets détruits ou retraités sont tenus à la disposition de l'inspection des installations classées.</p>
<p>Constats :</p> <p>Les eaux pluviales de ruissellements sur des aires étanches du site transitent, avant rejet dans la rivière 1777, par un décanteur lamellaire situé en sortie de bassin.</p> <p>Les deux derniers nettoyages de ce décanteur lamellaire ont été réalisés le 07/04/2022 et le 13/06/2023. Ces deux nettoyages ont fait l'objet de bons d'interventions par la société RAMERY PROPRETE.</p> <p>L'exploitant présente à l'inspection le B.S.D. pour 8 t estimées de déchets d'hydrocarbures (code 13 05 06*) transportées le 13/06/2023 par la société RAMERY ASSAINISSEMENT ET MAINTENANCE INDUSTRIELLE (ENVINORD) et réceptionnées le même jour sur le site de SOTRENOR à Courrières (62710).</p>
Type de suites proposées : Sans suite
Proposition de suites : Sans objet

N° 5 : Rejets dans le milieu naturel ou dans une station d'épuration collective

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 21/03/2018, article 5.3.8.1.

Thème(s) : Risques chroniques, Rejets dans le milieu naturel ou dans une station d'épuration collective

Prescription contrôlée :

L'exploitant est tenu de respecter, avant rejet des eaux résiduaires définies à l'article 5.3.5 dans le milieu récepteur considéré, les valeurs limites en concentration ci-dessous définies.

Paramètres	Concentration maximale instantanée (mg/l)
pH	5,5 < pH < 8,8
Hydrocarbures totaux	5
MES	30
DCO	125
DBO5	30
Phosphore total	1
Azote Global	10

Constats :

L'exploitant a transmis par courriel du 10/10/2023 les résultats des analyses basées sur les prélèvements du 18/09/2023 effectués en sortie de bassin.

Ces résultats montrent des dépassements de V.L.E. pour les deux paramètres suivants :

- DCO : valeur mesurée 951 mg/l (pour VLE de 125 mg/l) ;
- DBO5 : valeur mesurée 540 mg/l (pour VLE de 30 mg/l).

Les eaux résiduaires, avant rejet au milieu naturel, ne respectent pas les valeurs limites en concentration pour les paramètres DCO et DBO5.

Par courriel du 10/10/2023, l'exploitant avance les explications suivantes pour ces dépassements :
« La forte teneur en DCO provient de la matière organique – lignine contenue dans le bois recyclés préparés sur le site. Les pompes ont été arrêtées avant une forte période de pluie, le site s'est chargée en eau (inondation), des particules de bois se sont alors retrouvées dans les réseaux de façon inhabituelle. Ainsi, lors de la vidange des fosses et des canalisations les particules de bois ont été acheminées par le réseau dans le bassin. Les eaux chargées en particules de bois ont circulé dans le décanteur lamellaire avant d'être rejetées dans la rivière 1777. L'analyse des eaux en entrée de bassin permet de constater qu'il y a encore des reliquats d'accumulation dans les réseaux de particules de bois, on constate une teneur élevée en MES (49 mg/l) et DCO (279 mg/l). L'analyse des eaux avant rejet après passage dans le décanteur lamellaire permet de constater que les MES ont été abattues et respectent les VLE. La teneur en DCO élevée nous indique que la pollution est bien localisée dans le bassin et que le décanteur lamellaire n'est pas capacitaire pour abattre une telle DCO. »

L'exploitant présente dans un courriel du 03/10/2023 le protocole préalable à la remise en service du rejet dans la rivière suivant :

- faire venir un hydrocureur pour nettoyer les réseaux ;
- curer la totalité des eaux contenues dans le bassin ;
- les eaux du bassin seront évacuées en fonction du compléments des résultats d'analyses soit vers une station d'épuration (avec Bordereau de Suivi de Déchets), soit vers un centre d'incinération (avec BSDD Trackdéchets) ;
- nettoyer le décanteur lamellaire ;
- réaliser une analyse des eaux rejetées dans le bassin puis en sortie décanteur lamellaire pour vérifier le retour à la conformité aux VLE de notre arrêté préfectoral ;
- adapter notre organisation de maintenance de préventive sur la fosse/pompe de relevage en amont du bassin.

Type de suites proposées : Avec suites

Proposition de suites : Mise en demeure, respect de prescription

Proposition de délais : 1 mois

N° 6 : Auto-surveillance des eaux résiduaires

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 21/03/2018, article 10.2.2.

Thème(s) : Risques chroniques, Auto-surveillance des eaux résiduaires

Prescription contrôlée :

L'exploitant fait réaliser une fois par an un prélèvement pour analyse des eaux en sortie du bassin étanche de 3 021 m³ défini à l'article 5.3.5 avant rejet au milieu naturel sur les paramètres définis à l'article 5.3.8.

Constats :

L'exploitant présente à l'inspection le rapport d'analyse du 17/04/2023 des eaux avant rejet au milieu naturel établi sur la base d'un prélèvement réalisé le 04/04/2023.
Les résultats sont conformes aux valeurs limites imposées à l'article 5.3.8.1. de l'AP du 21/03/2018.

L'exploitant présente les résultats d'autosurveillance des eaux résiduaires des années 2019 et 2020 **mais n'est pas en mesure de présenter les résultats des analyses en 2021 et 2022.**

Type de suites proposées : Avec suites

Proposition de suites : Mise en demeure, respect de prescription

Proposition de délais : 3 mois